

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2019

## Perspectives politiques

*Exposé de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)*

Les intervenants précédents vous ont montré que la modeste part si souvent ressassée de moins de 1 % à laquelle contribue l'agriculture au PIB ne rend pas compte des avantages économiques réels que celle-ci nous apporte. Et ce d'autant moins lorsque nous nous concentrons non pas sur les zones urbaines, mais sur les zones rurales. Nous faisons face ici aussi à une question de perspective. Pour moi, il ne fait aucun doute que :

- Nous devons tous nous nourrir. Reste à savoir quelle valeur nous accordons à une production locale respectant les conditions cadres et les prescriptions suisses.
- L'abandon de la production aurait des répercussions massives sur l'économie locale dans de nombreuses régions rurales et se traduirait par des pertes d'emplois.
- Sans son agriculture, toute la population perdrait la main non seulement sur la sécurité alimentaire, mais aussi sur la souveraineté alimentaire (autodétermination). L'une comme l'autre revêtent de l'importance pour elle, sans qu'il soit possible de leur donner une valeur monétaire.
- Si l'agriculture a pour vocation de rester ouverte et diversifiée, il faudra acheter cette prestation au prix fort sans agriculture.

Si nous parvenons à nous mettre d'accord sur ces points, cela signifie que nous devons poser des jalons dans tous les dossiers politiques. À mes yeux, quatre thèmes essentiels nous attendent :

**Développement de la politique agricole.** Je ne vais pas revenir sur ce point, étant donné que nous avons déjà jeté les bases de cette politique en votant une résolution lors de notre Assemblée des délégués en novembre. Nous demandons entre autres plus de stabilité dans les conditions cadres, la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel 104a sur la sécurité alimentaire et moins d'administration pour les exploitants.

**Révision de la loi sur l'aménagement du territoire pour les constructions en dehors de la zone à bâtir.** Le message n'a pas atteint le but escompté. Il empêche le développement de bâtiments ruraux orientés vers l'avenir et entrave l'innovation. Nous approuvons la protection des terres agricoles. Cependant, l'agriculture ne peut construire que dans la zone agricole pour l'instant. Pour ce faire, elle doit aussi y être autorisée. Il est inconcevable de faire reculer l'agriculture, qui est conforme à l'affectation de la zone, et d'ouvrir grand la porte à des constructions contraires à l'affectation de la zone. Certaines propositions sont tout à fait révoltantes : tout d'abord, l'obligation de démolir en vertu d'un gage immobilier intenable ; ensuite, l'idée selon laquelle la détention d'animaux indépendante du sol devrait se concentrer dans des zones à bâtir spéciales, dans la continuité du territoire affecté à l'urbanisation ; enfin, les nouvelles dispositions pénales draconiennes en cas d'infractions à la loi sur l'aménagement du territoire. Étant donné que ces points représentent des éléments fondamentaux du message, nous demandons au Parlement de ne pas entrer en matière sur ce projet inacceptable.

Le troisième thème essentiel est celui de la **protection douanière dans le cadre de nouveaux accords de libre-échange**. Pour l'agriculture, la protection douanière revêt autant d'importance que les mesures visant à garantir les salaires dans le cadre de la libre circulation des personnes. Sans protection douanière, les prix à la production ne permettraient même pas de couvrir ne serait-ce qu'une partie des coûts de production en Suisse. Les accords conclus avec la Chine ou dernièrement avec l'Indonésie montrent qu'il est possible d'ouvrir de nouveaux canaux d'exportation sans pour autant sacrifier l'agriculture. Il faut juste

que les politiciens veulent bien aller dans ce sens. De manière générale, nous ne mettons pas de bâton dans les roues de l'économie, car nous voulons aussi qu'elle soit prospère et florissante.

Le dernier élément que j'aimerais encore évoquer brièvement et qui est d'une importance particulière pour l'avenir de l'agriculture est celui des **prochaines initiatives populaires**, notamment celle pour une eau potable propre et une alimentation saine, qui est extrêmement trompeuse et, de ce fait, dangereuse. En effet, elle ne se concentre que sur l'agriculture indigène et soulève des problèmes là où il n'y en pas. Dans toute la Suisse, l'eau potable peut être consommée sans danger, et les produits suisses ne présentent pratiquement aucun résidu. Je reconnais que nous avons encore beaucoup de marge pour optimiser. La pureté de nos ruisseaux n'est pas la même partout, dans la mesure où une partie des résidus provient effectivement de l'agriculture. Cependant, nous sommes conscients de notre responsabilité et faisons tout notre possible pour nous améliorer. Nos animaux devraient manger plus de fourrage indigène. Là aussi, nous tirons à la même corde pour augmenter l'affouragement suisse.

Nous faisons donc face à différentes décisions essentielles. Celles-ci déterminent dans quelle mesure les Suisses consommeront des produits indigènes à l'avenir et quelle sera l'importance de l'agriculture suisse dans l'économie de demain. Et sur ce plan, il n'y a pas que le PIB et le niveau de production de denrées alimentaires qui sont en jeu : il y a aussi tous les produits joints et les prestations d'intérêt public dont il a été question aujourd'hui, qui ne sont certes pas monnayables, mais qui restent de grande valeur. L'agriculture vaut donc plus qu'il n'y paraît à première vue.